CORPS LÉGISLATIF.

CONSEIL DES CINQ-CENTS.

R A P P O R T

FAIT

P A R B E R L I E R ,

[Au nom de la commission forestière & de celle des
domaines engagés, réunies (1),

*SUR les forêts contenant plus de cent cinquante hectares
& terrains enclavés ou adjacens, provenant d'engage-
mens consentis par les ci-devant rois, ou d'échanges
révocables.*

Séance du 29 floréal an 7.

18 Mai 1799.

REPRÉSENTANS DU PEUPLE,

Je viens, au nom de vos commissions forestière &
des domaines engagés, vous rendre compte de leurs vues
sur les forêts contenant plus de cent cinquante hectares,

(1) Les membres de la première sont les représentans Poullain-

2801
Case
FRC
14519

& sur les terrains enclavés ou adjacens provenant, soit d'engagemens consentis par les ci-devant rois, soit d'échanges révocables.

La discussion qui va s'ouvrir sur cet objet a des limites qu'il convient de bien fixer pour mieux s'entendre & arriver plus promptement au but.

Il n'est plus aujourd'hui question de déterminer les caractères auxquels l'on doit reconnoître un domaine engagé susceptible du retrait national.

Ces caractères ont été tracés par la loi du 14 ventose dernier ; & comme ils s'appliquent à tous les engagemens, qu'ils signalent sans aucune restriction ni exception, les engagemens de forêts qui ne sont aux engagemens considérés en général que ce que l'espèce est au genre, s'y trouvent justement compris : il n'y avoit aucune raison pour les en excepter.

Cependant, & soit par rapport aux forêts au-dessus de cent cinquante hectares, soit relativement aux terrains enclavés ou adjacens, il a été prononcé un sursis dont il convient de bien déterminer l'objet.

La nation, rentrant dans ses domaines illégalement aliénés par les ci-devant rois, a présenté, en termes généraux, à ceux qui en étoient détenteurs, un contrat à la faveur duquel ils ont pu en devenir propriétaires : elle a dicté les conditions de ce contrat : payer le quart de la valeur réglée d'après certaines bases, & renoncer à toute répétition, soit de deniers d'entrée, soit d'améliorations, tel est le prix qui a été demandé aux engagistes qui desireroient convertir un titre précaire & nul en un titre irrévocable & légal.

Grandpré, Gossuin, Mallarmé, Boyer, Mathieu, Stevenotte, Bemontier & Panichot.

Les membres de la seconde commission sont les représentans *Dubois (des Vosges), Bricet, Souilhez, Bohan, Sonthonax, Villers & le rapporteur.*

Mais ce qu'il étoit sage & utile de faire relativement aux propriétés, soit urbaines, soit rurales ordinaires, pouvoit ne l'être pas à l'égard des forêts, & c'est ce que le législateur s'est réservé d'examiner en prononçant (article XV de la loi du 14 ventose an 7), que les dispositions de cet article & des deux précédens, c'est-à-dire le rachat par voie de soumission, n'étoient pas applicables *aux concessions de forêts au-dessus de cent cinquante hectares, ni de terrains enclavés dans les forêts nationales, ou à sept cent quinze mètres d'icelles, sur lesquelles, ajoutoit cet article, il sera définitivement statué par une résolution particulière.*

Ainsi il ne s'agit pas de rengager une discussion solennellement terminée sur le retour légal des domaines engagés.

Ce retour s'est opéré pour les forêts comme pour les autres espèces de fonds. Mais comment la nation doit-elle user de son droit? tel est le véritable état de la question.

Chacun aujourd'hui reconnoît & convient que le maintien sans aucun prix de la jouissance actuelle de cette classe d'engagistes renfermeroit une faveur injuste & une inégalité choquante : mais que leur demandera-t-on?

Selon les uns, il convient de traiter les détenteurs de forêts comme ceux des autres fonds, & de les admettre au rachat, sauf à ajouter au contrat une condition de plus, celle d'entretenir les bois en nature.

Selon quelques autres, la nation feroit mieux de retirer elle-même le quart de ces bois, & de laisser le surplus à l'engagiste, toujours en lui imposant l'obligation de l'entretien en même nature de bois.

Vos commissions, qui ont rejeté l'une & l'autre de ces ouvertures, doivent vous en exposer les motifs.

Les partisans de la première opinion se font sur-tout

appuyés de ce principe qu'en matière semblable les citoyens doivent être traités de la même manière.

Le principe est juste en général, mais son application ne l'est point dans le cas particulier.

Quand la nation a appelé les détenteurs des autres domaines engagés à former avec elle un contrat qui les investit de la propriété pour un prix modique, cette détermination essentiellement libre n'étoit fondée que sur l'intérêt national.

Il étoit dans cet intérêt que la République, en se rédimant d'ailleurs de quelques charges, mît hors de ses mains des fonds qui, de leur nature, ne prospèrent que par l'industrie particulière, & par les soins de l'agriculteur.

Mais ce même intérêt pouvoit commander & commande en effet de conserver les forêts qui, sans exiger de culture, donnent un revenu certain, & qui sont un dépôt envers les générations futures.

En un mot, la nation n'est pas ici d'autre condition qu'un particulier qui se dessaisit des propriétés qui lui sont onéreuses, & garde les autres.

Remarquons même qu'il importe d'autant plus à la République de conserver les forêts engagées que leur aliénation, aux prix & conditions de la loi du 14 ventose dernier, n'offriroit le plus souvent dans l'application qu'un vaste champ aux estimations arbitraires.

Une maison, des champs sont communément loués ou affermés; & l'une des bases les plus essentiellement indiquées par la loi du 14 ventose dernier, celle des baux, est d'une fréquente & facile application aux aliénations que cette loi embrasse.

Cette même base manqueroit presque toujours pour les forêts, & la République perdrait ainsi sa principale garantie.

Concluons-en que ses intérêts seroient presque toujours

sacrifiés à l'intérêt personnel, beaucoup plus actif que l'intérêt public, & qu'au lieu du quart, valeur de 1790, le trésor national ne recevrait le plus souvent qu'une quotité ou valeur bien inférieure.

Cette vérité, trop sensible pour n'être pas aperçue de tout homme de bonne foi, a donné naissance à la seconde proposition que je vous ai annoncée, celle qui a pour objet *le prélèvement du quart en nature*.

Mais cette seconde ouverture ne fait que déplacer la lésion sans l'effacer.

L'on conçoit bien que, dans ce système, la nation recevrait le quart en superficie, mais lui donneroit-on réellement le quart en qualité, & conséquemment en valeur ?

Tel hectare n'approche pas de la valeur que tel autre peut avoir, & c'est ici qu'en l'absence de toute base fixe, il n'y auroit qu'arbitraire & lésion pour la République.

Voilà, citoyens représentans, quelques premiers inconvéniens aperçus par vos commissions dans les deux systèmes que je viens de vous exposer.

Il me reste à développer quelques objections qui leur sont communes à l'un & à l'autre.

Quelque fût celui qu'on pût considérer comme admissible, l'on convient qu'en l'admettant il faudroit gréver l'engagiste de l'obligation perpétuelle de ne point dénaturer les bois qui lui seroient abandonnés.

Mais peut-on raisonnablement espérer qu'une telle obligation ne devînt pas bientôt illusoire ?

Tant que l'engagiste ne fut qu'un possesseur purement précaire, il ne devoit naturellement point songer à de grandes innovations dont le fruit pouvoit lui échapper d'un instant à l'autre : mais l'esprit de propriété n'amèneroit-il pas d'autres calculs ?

Sans doute les parties de terrains qui ne seroient pas susceptibles de culture resteroient en bois ; car l'intérêt

personnel donneroit ce résultat sans effort & même sans surveillance.

Mais en seroit-il ainsi des parties dont le détenteur pourroit espérer des produits plus forts? Quiconque connoît le cœur humain répondra *non*. Il y auroit tendance continuelle à dénaturer cette espèce de bois, & l'on y arriveroit successivement par des dégradations que l'on présenteroit comme l'ouvrage du hasard, tandis qu'elles ne devroient leur origine qu'à des spéculations lucratives.

Dira-t-on que je parle d'abus & qu'une bonne surveillance pourroit les empêcher? Mais si l'on conçoit que la surveillance du maître sur sa chose soit presque toujours bonne & utile, en seroit-il ainsi de la surveillance exercée sur le maître lui-même?

Qu'on admette au reste l'efficacité actuelle de cette surveillance, ne diminueroit-elle point nécessairement par la succession des temps?

L'on conçoit que les traces de la domanialité ont pu se conserver quand des droits périodiquement exercés sur le fonds en rappeloient le caractère; mais ce point de reconnaissance disparaîtroit indubitablement avec la transmission de la propriété.

Suppose-t-on enfin le contraire, admet-on (chose pourtant inespérable), & que l'on ne perde point la trace des engagements, & que la surveillance n'éprouve ni altération ni relâchement; il resteroit encore, même dans cette hypothèse, un inconvénient majeur; je veux dire l'introduction dans la société d'une nouvelle espèce de propriétés qui, sans être nationales, n'auroient cependant point tous les caractères de la propriété particulière.

Quelle incohérence de législation! quel embarras dans les transactions! quelle source de fraudes & de dommages dans les mutations, si l'on consacroit cette espèce de propriété bâtarde!

Vos commissions n'ont pu fixer tant d'inconvéniens sans rejeter loin d'elles toute idée tendante à l'adoption de l'un ou de l'autre des systèmes que je viens d'examiner.

Elles ont pensé que la nation devoit retenir la propriété des forêts dont il s'agit : mais que fera-t-on relativement à la possession de ces mêmes forêts ?

Cette possession sera-t-elle dès-à-présent & totalement retirée aux engagistes, ou bien ne le fera-t-elle qu'en partie ?

Nulle question ne s'élèveroit à cet égard, rien ne s'opposeroit au retrait actuel & total, même de la possession, si le trésor public étoit en situation de rembourser dès aujourd'hui à l'engagiste, soit les deniers d'entrée, soit les deniers supplémentaires que celui-ci peut avoir fournis ; mais nous sommes loin d'un tel état de choses.

D'un autre côté, & sans ce préalable, la déposition pleine & entière de l'engagiste deviendrait envers lui un acte injuste & vexatoire.

Dans ces conjonctures embarrassantes, vos commissions ont cherché les moyens propres, sinon à faire cesser ces deux inconvéniens, du moins à en tempérer les effets respectifs, en les modifiant l'un par l'autre.

La loi du 14 ventose dernier, bien que ses dispositions ne doivent pas s'appliquer en tout point aux forêts, a néanmoins posé des principes qui ne sont pas étrangers à la question que nous traitons.

Ainsi cette loi a adopté, comme point essentiellement reconnu par rapport à tous les engagemens, la présomption légale d'une lésion du quart envers la République.

C'est dans ces vues que les détenteurs sont appelés à suppléer ce quart en argent, & qu'à défaut de le faire, il est procédé à la vente, sur le produit de laquelle ce quart, estimé d'après des règles particulières, se relève toujours au profit de la nation.

Passons à l'application.

Il n'y a certainement pas lieu de croire que dans les engagemens de grandes masses de forêts (& c'est de celles-là qu'il s'agit spécialement ici), la nation ait été moins lésée que dans les autres concessions faites par les ci-devant rois.

S'il étoit permis d'adopter d'autres données, l'on trouveroit peut-être au contraire que, dans cette espèce particulière d'engagemens presque toujours consentis à des hommes puissans, les intérêts de la nation ont été plus spécialement blessés, & qu'ils l'ont souvent été d'une manière énorme par des concessions presque gratuites de forêts immenses.

Cela posé, & dans cet état de présomption légale d'une lésion du quart, la nation ne peut-elle dès-à-présent recouvrer la possession du fonds jusqu'à cette concurrence ?

Vos commissions ont pensé que non-seulement elle le peut, mais que l'emploi de cette légitime ressource est même un devoir imposé aux législateurs par la justice & la raison.

Qu'est-ce en effet qu'un engagement de la nature de ceux que nous examinons, sinon un nantissement, & pourquoi ne pourroit-on retirer une partie du gage, si ce qui en sera provisoirement laissé à l'engagiste représente des valeurs supérieures ou du moins égales à ce qu'il a fourni ?

L'on connoît les objections qui pourroient s'élever contre cette proposition, s'il s'agissoit de syncoper un contrat valide dans son origine, & intervenu entre parties capables de le former ; mais il n'y a rien ici de semblable.

Le prince n'avoit ni la propriété ni la disposition du domaine ; il n'avoit pas même la faculté d'impignorer ce que les lois fondamentales de l'état avoient déclaré ne pas lui appartenir.

Le titre primitif étoit donc illégal, & conséquemment nul & sans force.

Le *lien de droit* disparoit donc ; il ne reste que le *lien d'équité*.

Dans la rigoureuse application des principes, la nation, seul & vrai propriétaire, pourroit dès-à-présent rentrer dans son bien, sans aucun égard pour un contrat qui lui étoit étranger & nul.

Si, abstraction faite du contrat, il y a eu des deniers fournis, & qui aient tourné au profit de la chose, il n'en résulteroit encore essentiellement qu'une action en remboursement, ou une créance pour laquelle il n'écheroit que d'inscrire l'engagiste sur le grand-livre, comme les autres créanciers de l'état.

Ainsi, la République dégagée de tout lien *légal*, pourroit jusqu'à ce point user de son droit, & lorsqu'elle veut bien s'en départir, on doit au moins reconnoître qu'il lui appartient de régler les conditions du nouveau titre.

Or le délaissement *provisoire* jusqu'à concurrence des trois quarts, & jusqu'au remboursement effectif *en numéraire*, est sans contredit la condition la plus avantageuse que l'on puisse faire à l'engagiste.

Bienheureux de n'être point dès-à-présent exproprié en totalité & remboursé en inscriptions, il ne sauroit élever aucune plainte légitime.

Le reproche de ne point assez ménager les intérêts du trésor public seroit peut-être mieux fondé, s'il s'agissoit ici d'une mesure définitive ; car celui qui ne se dessaisiroit que d'un quart *en nature* donneroit effectivement moins que celui qui, d'après la loi du 14 ventose, est astreint à payer le quart de la *valeur de 1790*, représentant une quotité vraiment supérieure dans les rapports avec les valeurs actuelles.

Mais il n'est ici question que d'une mesure préliminaire & étrangère à l'abandon du fonds, dont au contraire la nation se réserve la propriété ; ses droits sont donc ainsi conservés.

Représentans du peuple, telles ont été les vues de vos commissions sur la matière que nous traitons.

Si vous les adoptez, la nation rentrera dès-à-présent, & dans tous les cas, en possession d'une partie de sa propriété, & il lui deviendra facile de la recouvrer totalement, lorsque, par le résultat de la liquidation, il n'y aura qu'un foible remboursement à effectuer.

Dans la supposition d'une rentrée plus tardive, les trois quarts tenus par l'engagiste en simple usufruit resteront toujours sujets aux règles d'administration des bois nationaux, ce qui seroit impraticable en tout autre système.

Ainsi le grand but de la conservation sera rempli, & cet avantage doit occuper une place principale dans le plan qui vous est proposé.

Au reste, pour la recherche & l'application des droits de la nation, vous jugerez sans doute utile d'associer l'intérêt de l'engagiste à celui de la République.

Ce rapprochement d'intérêts si opposés au premier coup-d'œil est un problème déjà résolu par la loi du 14 ventôse dernier.

De même que cette loi n'a admis au rachat que les détenteurs qui viendroient faire des déclarations dans un court délai, de même celle-ci ne doit rédimer de l'expropriation *actuelle* que ceux qu'une déclaration loyale aura fait juger dignes de faveur.

S'il en est qui dissimulent & que l'on puisse ensuite convaincre du vice de leur possession, la loi sera sage en les punissant de leur mauvaise foi par le retrait actuel & total des bois qu'ils possèdent, sauf à les traiter, s'il y a lieu, comme simples créanciers de l'Etat.

Je n'ai jusqu'à présent parlé que des engagistes; j'ai maintenant à vous entretenir des échangistes.

Observons d'abord qu'à l'égard des autres domaines, la loi du 14 ventôse dernier n'a fait aucune distinction entre le détenteur à titre *d'engagement*, & celui qui possède en

vertu d'un échange révocable, soit pour lésion du quart, soit par défaut de consommation légale avant le premier janvier 1789.

Observons en second lieu, qu'il ne s'agit ici que des échanges frappés du caractère de révocabilité, & non de tous autres, auxquels il n'a jamais été proposé de porter aucune atteinte.

Cela posé, en quoi l'échangiste seroit-il plus favorable que l'engagiste ? Quelle valeur les fonds donnés par l'échangiste avoient-ils de plus que l'argent fourni par l'engagiste ?

Il n'y a entre l'un & l'autre qu'un seul point qui admette une différence raisonnable, parce qu'elle est dans la nature des choses ; c'est que si les fonds reçus par la nation en contr'échange existent encore dans ses mains, il convient de remettre les choses en leur primitif état : c'est en effet un contrat non consommé légalement, & dont la révocation comporte naturellement cette restitution réciproque quand elle est praticable des deux parts.

Mais si la nation a mis hors de ses mains les fonds qu'elle avoit reçus en contr'échange, peut-on lui opposer que, les choses n'étant plus entières, elle n'est plus recevable à exercer aucune action ?

Remarquez d'abord que cette difficulté, si elle s'élevoit, est condamnée à l'avance par la loi du 14 ventôse dernier.

Car cette loi n'a, en aucun cas, excepté de la mainmise nationale les fonds donnés à titre d'*échange non légalement consommé* ; elle exerce sur eux son empire, bien que l'objet reçu en contr'échange ne soit plus restituable.

Il n'est pas inutile, peut-être, de rappeler ce qui fut dit à ce sujet dans le rapport qui précéda la résolution, depuis devenue loi du 14 ventôse dernier (1).

(1) Voyez mon rapport fait à la séance du 9 frimaire an 7 (pag. 12).

« Nous vous proposons, y étoit-il dit, de maintenir les échanges qui ont été consommés légalement & sans fraude avant le premier janvier 1789.

Mais faudra-t-il maintenir aussi ceux qui ne jouissent pas de ce double caractère, **LORSQUE L'OBJET REÇU EN CONTR'ÉCHANGE SERA SORTI DES MAINS DE LA NATION ?**

Votre commission n'a pu croire que cette circonstance fit obstacle à la réparation du dol prouvé, ni que l'échangiste pût s'en faire un titre pour conserver ce qu'il auroit illégalement ou frauduleusement acquis.

Il nous a semblé que c'étoit en ce cas beaucoup faire pour lui que de lui attribuer les mêmes droits qu'à l'engagiste, &c.

Cette opinion, qui a prévalu, est devenue en cette matière un principe consacré par la loi, & son application à l'espèce est déjà faite, à moins qu'on ne rapporte la loi même du 14 ventôse dernier.

Concluons donc que le remboursement de la valeur de l'objet donné en contr'échange est la juste mesure des droits de l'échangiste, comme représentant à son égard les deniers d'entrée fournis par l'engagiste.

Je viens, citoyens représentans, de vous expliquer les vues de vos commissions réunies sur les forêts engagées ou échangées.

D'un côté, la République, en restituant la propriété entière, recouvre la possession d'une partie, & conserve sur la totalité l'influence immédiate que donne la qualité de maître de la chose.

D'un autre côté, le détenteur actuel ne peut être remboursé qu'en *valeurs réelles* (juste & sage exemple déjà donné par la loi du 14 ventôse), & jusqu'à ce remboursement garde, par forme de nantissement, les trois quarts du fonds.

Rien ne nous a semblé susceptible de concilier mieux l'intérêt national avec l'intérêt privé du détenteur.

Je dois actuellement vous entretenir des terrains enclavés ou adjacens, qui se trouvent aux mêmes titres d'engagement ou d'échange révocable, dans les mains de détenteurs particuliers.

La nécessité bien sentie de pourvoir à la conservation des forêts nationales a conduit encore, lors de la discussion qui a précédé la loi du 14 ventose, à ne pas comprendre les terrains enclavés dans les forêts ou situés près d'elles, dans la disposition générale du rachat par voie de soumission.

La loi ne prononce pas à cet égard une exclusion absolue, mais un ajournement.

Frappés sans doute des inconvéniens du voisinage, vous desirâtes que votre commission forestière pût s'expliquer sur ce point avec maturité & réflexion.

Voici le résultat de cet examen.

Affurément c'étoit un acte de bien mauvaise administration que d'aliéner, à quelque titre que ce fût, des terrains enclavés dans les bois, ou contigus aux forêts nationales.

L'on retiroit fort peu de chose de ces aliénations, & elles devenoient toujours la source de grands dommages par les dégradations faciles & fréquentes q' un tel voisinage entraîne à sa suite.

Si donc un tel ordre de choses n'eût jamais existé, il faudroit bien se garder de l'introduire.

Mais, dans l'état actuel, comment y remédier ? C'est ici que les difficultés se sont fait sentir.

Observons en effet qu'il est bien peu de ces concessions qui n'aient été suivies de bâtisse ; que beaucoup de métairies & même des villages entiers se sont ainsi élevés au milieu des bois nationaux.

Il n'est sans doute pas dans vos principes d'en ordon-

ner la démolition, & vous repousseriez avec horreur toute proposition tendante à un but aussi barbare.

Sur qui d'ailleurs cette rigueur tomberoit-elle ? sur l'habitation du laboureur, sur la chaumière du pauvre en un mot, & le plus souvent sur de misérables sous-aliénataires.

A l'égard des terrains en simple culture, il est d'abord très-difficile de les considérer isolément, car presque toujours, l'habitation du cultivateur est placée au milieu de ces terrains & s'incorpore avec eux.

Ainsi la pensée ne peut guères diviser l'un & l'autre.

Mais quand cette division pourroit exister, combien de difficultés ultérieures ne laisseroit-elle pas appercevoir ?

Le droit de la nation ne pourroit ici s'exercer par reprise provisoire de quotité, car le possesseur des trois quarts ne seroit pas un voisin moins dangereux que le possesseur de la totalité ; & l'inconvénient du voisinage ne seroit ni effacé ni amoindri par la réduction de la jouissance.

Quel parti resteroit-il donc à prendre par rapport à cette espèce d'engagement ? seroit-ce d'en retirer indéfiniment l'objet ?

Mais en prenant ce parti, il faudroit rembourser non-seulement le prix de l'engagement mais les améliorations qui ont été nombreuses en cette partie ; & sans doute l'on ne voudra pas faire ce remboursement en inscriptions sur le grand-livre ; car la classe de détenteurs, la plus favorable peut-être & la moins aisée, se trouveroit traitée beaucoup plus sévèrement que les autres.

Ce remboursement se fera-t-il en argent ? mais il faudroit que le trésor public le pût, & il est assez connu qu'il ne le peut pas.

Environnées de tant de difficultés, vos commissions n'ont pas dû perdre de vue que, puisqu'on ne peut faire cesser l'inconvénient du voisinage, il convient au moins

de songer aux intérêts du trésor public, en rendant communes aux détenteurs de terrains enclavés ou adjacens les dispositions de la loi du 14 ventôse dernier.

De cette manière le détenteur d'habitations importantes ou de terrains d'une grande étendue, primitivement engagés par les ci-devant rois, sera sujet au rachat ou à l'expropriation dans les termes réglés par cette loi, tandis que le petit possesseur jouira du bénéfice des exceptions qui y sont portées.

Il y aura ainsi justice pour tous, & nous n'aurons pas à subir le reproche d'avoir négligé cette ressource dans un moment où les besoins de l'état ne permettent d'en ajourner aucune.

Je viens, représentans du peuple, de fixer votre attention sur les masses; je n'entreprendrai point de la porter ensuite sur quelques détails qui ne feroient que la fatiguer sans aucun fruit, lorsque d'ailleurs ils rentrent presque tous dans l'ordre établi par la loi du 14 ventôse dernier.

Voici le projet de résolution que je suis chargé de vous soumettre.

PROJET DE RÉOLUTION.

Le Conseil des Cinq-Cents, considérant qu'il importe de fixer promptement le sort des détenteurs de bois & terrains à l'égard desquels il a été réservé de statuer par l'article XV de la loi du 14 ventôse dernier, concernant les domaines engagés;

Considérant que l'intérêt national commande plus impérieusement encore de s'occuper sans retard de tout ce qui peut procurer à la République, soit des rentrées

de sommes pécuniaires , soit des jouissances de fonds illégalement sortis de ses mains ,

Déclare qu'il y a urgence.

Et , après avoir déclaré l'urgence , prend la résolution suivante :

A R T I C L E P R E M I E R .

Les forêts au-dessus de 150 hectares , provenant d'aliénations ou engagements révoqués par la loi du 14 ventose an 7 , sont définitivement exceptées du rachat par voie de soumission , autorisé par la même loi.

I I .

Les détenteurs de forêts de la qualité ci-dessus exprimée seront , dans le délai d'un mois , à dater de la publication de la présente , tenus de faire à l'administration centrale du département dans l'arrondissement duquel lesdites forêts seront situées , la déclaration de leur contenance , de leurs confins , & des titres en vertu desquels ils en jouissent .

I I I .

Immédiatement après cette déclaration , il sera , à la diligence de la régie des domaines , & par experts nommés conformément à la loi du 14 ventose an 7 , procédé à la division des forêts , dont un quart sera incontinent remis à la nation , & les trois autres quarts resteront , par forme de nantissement , aux possesseurs actuels jusqu'à la liquidation & au remboursement de ce qui leur est dû à raison de l'engagement.

La partie de bois ainsi laissée en nantissement continuera néanmoins d'être soumise aux règles générales d'ad-

ministration établies pour les autres forêts de la République.

I V.

Le remboursement énoncé en l'article III ne pourra être fait qu'en numéraire, sauf les cas exprimés dans les deux articles suivans.

V.

A l'égard de ceux qui n'auroient pas fait la déclaration prescrite par l'art. II, leur déposition totale aura lieu sans autre délai, sur la poursuite de la régie des domaines, sauf à être ensuite pourvu à leur liquidation & paiement, comme pour les autres créanciers de la République; savoir, deux tiers en bons de deux tiers, & l'autre tiers en bons du tiers consolidé.

V I.

Si, après deux sommations à eux faites par la régie des domaines, à la distance au moins d'un mois de l'une à l'autre, les détenteurs ayant fait la déclaration exprimée dans l'art. II refusoient de remettre les pièces relatives à leur liquidation, ils seront traités comme il est dit en l'article précédent.

V I I.

Toutes les dispositions de la présente sont déclarées communes aux personnes qui détiennent des forêts du domaine à titre d'échanges non légalement consommés, ou déclarés révocables par les articles VI & VII de la loi du 14 ventose an 7.

V I I I.

Néanmoins si les objets reçus par la nation en con-

tr'échange existoient encore en nature dans les mains , ils seront remis de même à l'échangiste ; & la régie du domaine national reprendra dès à-présent la possession des fonds donnés à titre d'échange.

Au cas contraire , l'estimation des objets reçus en contr'échange sera faite par experts nommés en la forme indiquée par la loi du 14 ventose an 7 , & la valeur en sera portée dans la liquidation des droits de l'échangiste.

X.

Dans tous les cas où la régie des domaines exercera des poursuites , elle les fera précéder de la signification des titres relatifs à sa demande.

Si le détenteur les soutient inapplicables ou insuffisans , ou si , de toute autre manière , il s'élève des débats sur la propriété , il y sera prononcé par les tribunaux , après néanmoins qu'on se fera adressé , par voie de mémoires , aux corps administratifs , conformément à la loi du 5 novembre 1790 ; mais , en ce cas , soit le tribunal de première instance , soit celui d'appel , devront , chacun en ce qui les concerne , procéder au jugement sur simples mémoires respectivement remis dans le mois , à dater de l'expiration des délais ordinaires de la citation.

X.

Il n'est rien changé par la présente aux attributions de l'autorité administrative , en ce qui concerne purement & simplement la liquidation.

Il sera procédé à celle des indemnités que les détenteurs pourroient réclamer , à la vue des quittances de finance & autres titres & documens , de la même manière qu'il est observé pour les autres créanciers de la République.

X I.

A l'égard des aliénations ou engagements, acensemens sous-aliénations & sous-inféodations de terrains enclavés dans les forêts dont il s'agit, ou en étant distans de moins de 715 mètres, le surcis porté par la dernière partie de l'article XV de la loi du 14 ventôse an 7, est également révoqué, & les autres dispositions de la même loi leur sont déclarées applicables en tout point.

X I I.

La présente résolution sera imprimée; elle sera portée au Conseil des Anciens par un messager d'état.

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.

Prairial an 7.